

N°ARR2023-260	VILLE DE SEVRAN
Département de la Seine-Saint-Denis	ARRÊTÉ DU MAIRE
Arrondissement du Raincy	
Canton de Sevrans	

Service émetteur : Direction de l'Urbanisme et du Foncier

Objet : Décision d'opposition à la déclaration préalable - Refus DP 23-53

Demande déposée le : 25/04/2023 Affichée en mairie le : 02/05/2023	Référence dossier : N° DP 93071 23 C0053
Demande : Construction d'un abri de jardin en bois Sur un terrain sis : 14 rue Gallieni 93270 SEVRAN Référence cadastrale : AP62 Destination : habitation Surface de plancher créée : 20 m ²	Demandeur : POINTEAU Guy Demeurant 42 rue Gallieni 93270 SEVRAN

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 421-1 et suivants, R. 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15 décembre 2015 par délibération du conseil municipal,
Vu la demande de Déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes susvisée,

Considérant,

- que le projet prévoit la création d'un abri de jardin de 20m² en bois,
- que d'après l'article UM/8.1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) 8.1. "Il n'est autorisé qu'un seul volume construit par terrain à l'exception d'un abri de jardin de moins de 8,00m² et d'une hauteur inférieure à 2,60m au faitage, d'un appentis adossé obligatoirement aux limites du terrain, de moins de 4,00m² et dont la hauteur ne doit pas dépasser celle de la clôture, les piscines non couvertes".
- Dans ces conditions, l'ensemble des travaux projetés ne peut être autorisé.

Arrête

Article 1 : La présente Déclaration Préalable fait l'objet d'une **décision d'opposition** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Article 2 : Le Directeur Général des Services et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des présentes dispositions.

Article 3 : Le présent arrêté :

- sera transmis au préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité ;
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du maire de Sevrans dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L. 411-7 CRPA) ;
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site *Télérecours* www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite du maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait à Sevrans. **22 MAI 2023**

Le Maire,
Stéphane BLANCHET



DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **deux mois** à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.